

## Résumé

Le système canadien d'aide financière aux étudiants devrait faire en sorte que tout Canadien possédant les aptitudes requises dispose des ressources nécessaires pour pouvoir poursuivre des études post-secondaires sans que cela n'entraîne des difficultés indues. Or, bien que le système actuel présente de nombreux avantages et vienne en aide à de nombreux étudiants, il est néanmoins très complexe et n'accomplit pas son objectif aussi bien qu'il le pourrait et ce, en dépit des changements annoncés par le gouvernement fédéral en février 2004. Dans cette étude, Ross Finnie, Alex Usher et Hans Vossensteyn recommandent une réforme du système et proposent une nouvelle « architecture » de l'aide financière aux étudiants. En lieu et place de la pléthore de programmes présentement offerts aux étudiants, ils proposent un programme unique qui accorderait l'aide à ceux qui en ont besoin sans gaspiller les fonds publics sur ceux qui n'en ont pas besoin.

Dans la première partie, les auteurs présentent le système actuel, qui comprend le Programme canadien de prêts aux étudiants et des programmes similaires établis dans les provinces, ainsi que de nombreux programmes de subventions et de bourses d'études (dont ceux qui sont administrées par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire), de crédits d'impôt pour études, de subventions à l'épargne-étude, de régimes enregistrés d'épargne-étude, de remises de dettes, d'exemptions d'intérêts et de réductions de dettes en cours de remboursement. Ils en soulignent les principales défaillances, relevant notamment les aspects suivants : les crédits d'impôt pour études représentent une part excessive de l'aide aux étudiants et sont mal ciblés; il est trop facile d'être admis dans la catégorie des étudiants « indépendants » ; les plafonds de l'aide sont inadéquats; les attentes relatives à la contribution financière des parents sont souvent erronées et les enfants de parents qui ne contribuent pas sont pénalisés; et enfin, la remise de dettes n'est pas un moyen efficace de venir en aide aux étudiants. Selon les auteurs, le système canadien — qui, même à l'échelle internationale, se distingue par sa complexité et son absence de ciblage d'une bonne partie de l'aide accordée — ne fournit pas assez d'argent aux étudiants qui en ont besoin tandis qu'il en subventionne d'autres qui pourraient se passer de cette aide.

Dans la deuxième partie, les auteurs passent en revue les différents régimes mis en place à l'étranger et constatent que l'aide que reçoivent différentes catégories d'étudiants varie sensiblement suivant le régime adopté. Le dosage des programmes dans chaque pays dépend de plusieurs facteurs, et notamment des choix de chacun pour ce qui est de déterminer à qui incombe au premier chef la responsabilité de défrayer le coût des études : l'étudiant, les parents ou l'État, ou encore une combinaison des trois. Ils montrent que le régime canadien est présentement principalement centré sur l'étudiant mais qu'il comprend aussi certains traits du modèle « parental », une caractéristique qui

s'est accentuée depuis quelques années, avec l'augmentation des dépenses liées aux crédits d'impôt et aux subventions à l'épargne.

Les auteurs procèdent ensuite à un exposé détaillé de la nouvelle architecture suggérée. Celle-ci ressemblerait en plusieurs points au système déjà en place, mais comporterait plusieurs changements-clé ainsi que de nouvelles façons de procéder. Le coût des études — frais de scolarité et autres, équipement et fournitures, frais de subsistance — serait calculé au moyen de formules standardisées et faciles à comprendre, comme cela se fait à l'heure actuelle. Ensuite, des formules tout aussi simples et équitables seraient mises au point pour déterminer quelle devrait être la contribution de l'étudiant, en fonction principalement de ses gains d'emploi et de l'aide reçue des parents ou du conjoint. L'écart entre le coût des études et les ressources disponibles serait alors entièrement comblé par l'aide financière. À ce chapitre, le système suggéré se distingue du régime actuel dans lequel les prêts et bourses sont assujettis à des plafonds arbitraires qui s'avèrent souvent inférieurs aux besoins des étudiants, même lorsque ces besoins sont calculés par le programme lui-même.

Les auteurs suggèrent qu'une tranche initiale de 5 000 dollars par année soit accordée sous forme de prêt et le reste sous forme de bourse. Cela aiderait à maintenir l'endettement à des niveaux raisonnables, et les bourses, une forme d'aide beaucoup plus coûteuse, seraient données aux étudiants aux prises avec des frais plus élevés ou qui sont issus de familles moins aisées. En outre, ils recommandent de mettre en place un mécanisme supplémentaire pour venir en aide aux étudiants dont les parents n'auraient pas fait la contribution attendue ou qui seraient incapables d'assumer leur propre part des frais.

Enfin, une aide supplémentaire serait offerte à ceux qui font face à un fardeau d'endettement excessif après avoir terminé leur scolarité, aide qui serait établie en fonction de leur rapport dette/revenu, une forme d'aide qui existe déjà mais qui gagnerait à être améliorée et bonifiée. Comme solution alternative, on pourrait mettre en place un mécanisme de remboursement lié au revenu, suivant lequel les versements seraient fonction de la capacité de remboursement de l'individu.

On pourrait financer un tel système, disent les auteurs, en réduisant ou éliminant certains programmes actuels. Ils citent en tout premier lieu le programme de crédits d'impôt pour études (qui représente 37 p. 100 des dépenses totales en aide aux étudiants) et divers programmes d'épargne-étude qui s'adressent aussi bien aux étudiants fortunés — et ont même plutôt tendance à les favoriser — qu'à ceux qui sont sans ressources. On pourrait également réaliser des économies supplémentaires en éliminant les programmes de remise de dettes. Enfin, les auteurs proposent que soient renforcées les règles qui régissent l'admission à la catégorie d'étudiant « indépendant » de façon à en soustraire ceux qui sont issus de familles à revenu élevé et qui réussissent à tirer avantage du système par ce moyen.